

étudié en Grande-Bretagne, en France et aux États-Unis. Plusieurs avaient enseigné dans des universités, certains avaient pratiqué le droit, d'autres avaient servi sous les drapeaux et enfin quelques-uns étaient d'anciens fonctionnaires. Le Premier ministre King notait dans son journal, en août 1929, que le ministère des Affaires extérieures était devenu le ministère le plus en vue et, à certains égards, le plus important du gouvernement.

Un organigramme datant de juillet 1929 nous donne un aperçu de la répartition des tâches. Exception faite de l'arrivée, plus tard cette même année, de John Read au poste de conseiller juridique, cette structure de base est demeurée en place jusqu'après le début de la Seconde Guerre mondiale.

En pratique, les fonctions n'étaient pas aussi nettement compartimentées, car Skelton assignait les tâches à sa guise. Ainsi, au cours de l'année qui nous intéresse, Lester Pearson a eu à s'occuper de questions aussi variées que les phares dans la mer Rouge, les tarifs internationaux sur le ciment, la nationalité des enfants anglo-chinois vivant au Canada, les permis de vol au Canada et en Suisse, et la protection des jeunes femmes artistes voyageant à l'étranger. Chacun relevait directement du sous-secrétaire. Il n'est pas de lettre ni de télégramme qui ne soit passé par son bureau, à l'arrivée comme au départ, et lui seul était responsable des recommandations adressées au Premier ministre.

Avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, on a dû ajouter d'importantes responsabilités au mandat du ministère, comme le service de renseignements et la censure. Les services à l'étranger connurent une expansion considérable: en 1939, le Canada avait 11 missions dans le monde; en 1945, celles-ci sont passées à 26. Au lendemain de sa propre déclaration de guerre le 10 septembre 1939, le Canada envoyait des hauts-commissaires en Australie, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud. En 1942, il nommait des ministres en URSS et en Chine. En outre, des ministres furent accrédités auprès d'un certain nombre de gouvernements alliés alors en exil à Londres ou au Caire, soit ceux de la Belgique, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie, de la Grèce, de la Norvège, de la Pologne et de la Yougoslavie. Après la libération de la France, le ministre canadien, qui avait été déplacé temporairement à Alger en qualité de représentant auprès du Comité français de libération nationale, retourna à Paris avec rang d'ambassadeur. Enfin, plusieurs missions furent établies en Amérique latine.

Après la Seconde Guerre mondiale, un nouveau Canada est né: un Canada désireux d'affirmer son droit d'influence sur la politique des Alliés. Un Canada qui, après la chute de la France, a été le premier pays après la Grande-Bretagne à se dresser contre les puissances de l'Axe. Un Canada qui achevait sa transformation de pays agricole en État industriel. Un Canada, enfin, qui exigeait désormais que les nouveaux organismes des Nations unies tiennent compte, à la fois dans leurs structures administra-